

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

n°2017.11.16.003

L'an deux mille dix-sept, le seize novembre, le Conseil Syndical, dûment convoqué, s'est réuni à 19 heures, Salle du Conseil Municipal, à la Mairie d'Etauliers sous la présidence de Monsieur Baldès.

Date de la convocation : 9 novembre 2017

Secrétaire de séance : Monsieur Bernard MARGUERITTE (CdC de Blaye)

Nombre de membres présents : 36



CdC de Blaye (20) :

Titulaires : Baldès D. – Loriaud X. – Roturier J. – Margueritte B. – Duez JP. – Jourdan A. – Gayraud H. – Pastor GA. – Picq M. – Giovannucci ML. – Rodriguez R. – Cluzeau H. – Mathia A.

Suppléants : Moulin E. – Carreau G. – Diver B. – Soulard MC. – Blouin J. – Arrivé JM. – Grimée B.

CdC de l'Estuaire (11) :

Titulaires : Plisson Ph. (avec pouvoir de P. Villar) – Grenier B. – Lavie-Cambot B. – Rigal JM. – Hervé N. – Gandré A. – Labrieux Ph. – Ducout V. – Terrance J. – Renou P.

Suppléant : Chasseloup M.

CdC Latitude Nord Gironde (5) :

Titulaires : Perdriaud P. – Renard A. – Roques P. (avec pouvoir de J. Gelez) – Puchaud-David V. – Happert E.

Nombre de membres en exercice	56
Nombre de membres présents	36
Nombre de pouvoirs	2

Nombre de votes exprimés	38
Votes : pour	38
contre	
abstention	

DEMATERIALIZATION DES ACTES AU CONTROLE DE LEGALITE

Considérant la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 139, ainsi que le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 pris pour son application, qui autorisent la transmission des actes des collectivités par voie électronique,

L'application « ACTES » permet aux collectivités territoriales, à leurs établissements et leurs mandataires de transmettre leurs actes à la Préfecture ou à la Sous-préfecture sous forme dématérialisée.

A ce jour en Gironde, plus de 670 collectivités territoriales et établissements publics locaux télétransmettent leurs actes via l'application « ACTES », dont plus de 550 télétransmettent leurs budgets.

La dématérialisation des actes consiste à la transmission par voie électronique des actes soumis au contrôle de légalité, c'est-à-dire ceux figurant à l'article L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les collectivités transmettent leurs actes via une application qui leur est fournie par une société déclarée « Tiers de confiance », qui est homologuée par le Ministère de l'Intérieur. A ce jour, 24 sociétés sont homologuées. Les Préfectures et Sous-préfectures reçoivent ces actes par le biais du serveur du Ministère de l'Intérieur.

Sont télétransmis tous les actes soumis à obligation de transmission, accompagnés des pièces nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité (pièces jointes d'un volume inférieur à 150 méga octets). En ce qui concerne les actes budgétaires, seront transmis l'ensemble des décisions budgétaires correspondant à un exercice budgétaire complet (budgets primitifs, comptes administratifs, budgets annexes, budgets supplémentaires et décisions modificatives) sous la forme des maquettes budgétaires et comptables prévues.

La procédure de recours à la dématérialisation de la transmission des actes comprend plusieurs étapes :

Première étape :

La première étape consiste à demander à un « tiers de confiance » parmi les sociétés qui ont été agréées par le ministère de l'Intérieur un devis. La société « tiers de confiance » qui sera choisie prendra en charge la collectivité pour toute la phase liée à la mise en place du système (notamment l'utilisation de "Totem" pour les actes budgétaires). C'est elle qui va garantir la sécurité des télétransmissions. La Préfecture a fourni la liste des dispositifs et opérateurs homologués à ce jour ainsi que les coordonnées des sociétés « tiers de confiance », parmi lesquels se trouve Berger-Levrault, notre prestataire actuel.

Un devis leur a été demandé pour leur produit « BLES – Contrôle de légalité – Actes, portails d'échanges sécurisés et Passerelle ». La proposition de Berger-Levrault comprend deux volets : une prestation de mise en service initiale qui s'élève à 340,00 € HT et un abonnement au pack Contrôle de Légalité Actes et portail d'échanges sécurisés à un tarif de 335,04 € HT par an (soit un total de 1 005,12 € HT sur les trois ans de contrat).

Deuxième étape : La deuxième étape consiste à prendre une délibération approuvant le principe de la télétransmission des actes ainsi que le choix du « tiers de confiance », et autorisant le Président à signer la convention avec le Préfet.

Il est proposé d'autoriser la télétransmission de tous les actes.

Troisième étape: Le Président signe le contrat avec le « tiers de confiance » qui aura été choisi.

Quatrième étape: Le Président signe la convention avec la Préfecture. La collectivité transmet 3 exemplaires papiers signés à la préfecture (sous couvert de la sous-préfecture dont elle relève le cas échéant). Deux exemplaires signés par le préfet ou le secrétaire général de la préfecture sont retournés à la collectivité selon la même procédure.

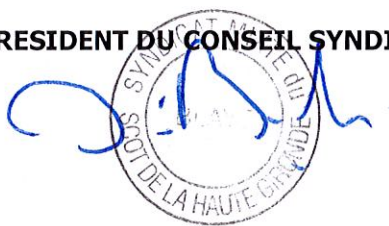
Cinquième étape : La préfecture (ou la sous-préfecture) et la collectivité se mettent d'accord concernant un calendrier progressif de mise en œuvre d'ACTES. Cela comprend notamment l'ouverture du réseau à la collectivité ainsi qu'une phase de test. Une fois la phase de test terminée, la télétransmission effective des actes peut débuter.

Décision : Sur proposition du Président, le Conseil syndical, à l'unanimité :

- **Approuve** le principe de la télétransmission des actes ainsi que le choix de Berger-Levrault en tant que « tiers de confiance » sur la base de la proposition présentée ci-dessus,
- **Autorise** le Président à signer le contrat avec le « tiers de confiance » Berger-Levrault et la convention avec le Préfet, à faire toutes les démarches et signer toutes les pièces nécessaires à la bonne application de cette décision.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

LE PRESIDENT DU CONSEIL SYNDICAL



Denis BALDES